

[Transcript] Affaires sensibles / Les armes françaises de l'apartheid

France Inter

Aujourd'hui, on va faire sensible les armes françaises de l'apartheid.

Chaque jour, dans les journaux comme sur les réseaux sociaux,

nous sommes les témoins à distance de combattre armes.

Nous y entendons des détonations et des cris,

nous y voyons des soldats et parfois des corps,

d'autres y voient des chiffres.

En dollar, en euro ou en nord, toute guerre a une pri.

Sur le marché des armes, le catalogue français, c'est la Samaritaine.

On y trouve tout.

Alors, dans les airs, les maires et sur la terre, ont eu mesdines France.

Parmi nos clients, des régimes démocratiques, ou non.

C'est le cas aujourd'hui, c'était déjà à locailère,

notamment auprès du régime ségrégationniste blanc d'Afrique du Sud.

C'est cette histoire que nous allons vous raconter.

Un récit qui s'étale sur plusieurs présidences françaises de toute tendance, qui toutes ont fait le choix d'armer un régime autoritaire raciste et assassin.

L'argent n'a pas d'odeur.

Aujourd'hui, si ce lien des armes est encore un secret bien gardé

dans les archives officielles de l'État, ce n'est plus le cas à Pretoria.

Ces archives, déclassifiées,

éclairent d'une lumière nouvelle, ces années d'ombre et de violence.

Notre habité aujourd'hui, Philippe Chablot, journaliste à Westerland, spécialisé dans les questions de défense et d'armement.

Il était là un des correspondants de l'AFP en poste dans l'Afrique du Sud durant l'apartheid.

À faire sensible, une émission de France Inter diffusée en direct,

récit documentaire Jean Boulour, rédaction chef Franconniard,

chargeur de programme rébecca donnante, réalisation Stéphane Kuhn.

Fabrice Drouel.

Affaire sensible.

Sur France Inter.

En ce 9 octobre 1979, sur le plateau de l'émission Les dossiers de l'écran, le journaliste Joseph Pasteur semble marcher sur des oeufs.

Nous allons ouvrir ce soir un dossier particulièrement délicat.

Si José, je dirais explosif, mais ce serait un à peu près discutabile, car il s'agit du commerce des armes.

Et nous avons pendant des semaines, si ce n'est des mois,

essayez de joindre des fabricants d'armes, des marchands d'armes, des acquereurs, des militaires et sans succès.

Et au bout de haine, semaine, de démarches,

nous avons dû nous rendre à l'évidence.

C'était impossible.

Alors ce débat aura quand même lieu ce soir.

[Transcript] Affaires sensibles / Les armes françaises de l'apartheid

Et avec des gens parfaitement qualifiés,
mais évidemment sans militaires, sans acheteurs d'armes,
sans fabricants d'armes, etc.
Ce mardi soir était peut-être une première
sur les ondes hertziennes de l'ERTF.
Un débat impossible sur l'une des questions les plus sensibles de notre République,
la vente de nos avions blindés et missiles tricolores.
On a fouillé dans les archives de nos télé-radiopublics,
rares en effet sont les moments où messieurs Bar, la garde ou Dassault,
comme leur sérénité d'ailleurs, acceptent de parler de ce drôle de métier qu'est le leur,
vendeur de canon.
Sur le marché de l'armement, notre pays a pris sa part du gâteau
dès le début de la Vème République.
Alors que la guerre d'Algérie allait inéluctablement prendre fin,
il fallait trouver des débouchés pour nos industries.
Les combats dans le jebel algérien servent alors de vitrines.
Car en parallèle des opérations militaires,
l'État-major tricolore convie des généraux du monde entier
à voir de leurs yeux voir le savoir-faire français
pour maintenir l'ordre et briser l'insurrection des indépendantistes.
En quelques années, au côté des États-Unis de l'URSS de la Grande-Bretagne,
la France devient ainsi nos puissances incontournables.
En 79, comme aujourd'hui, notre pays est même le troisième exportateur mondial d'armement.
Chaque année, le classement tombe, les ministres applaudissent,
les journalistes les interrogent en vain.
Il y a le secret des affaires et, surtout, celui de la défense.
Même la langue des armes semble minée.
On parle de coopération d'aide au développement de l'industrie
de transferts de technologie délicate qui tremble d'une odeur de poudre.
De plus que savent les citoyens de la destination de ces armes, après tout.
Contre quelle armée, quelle population, sont-elles utilisées ?
Eh bien, voilà les questions qui sont mises en débat.
En ce mardi 9 octobre 79, sur le plateau des dossiers de l'écran.
Deux journalistes et quatre parlementaires tentent d'y répondre.
Parmi eux, le député socialiste Jean-Pierre Cotte.
Nous sommes tristement devenus aujourd'hui les profiteurs d'embargo,
les spécialistes de vente au pays que personne ne veut livrer par ailleurs.
Après, l'Afrique du Sud hier, c'est l'Argentine, c'est le Chili aujourd'hui.
Et nous avons, aujourd'hui, malheureusement, cette spécialité.
On peut faire autre chose, ça coûte plus cher de faire autre chose.
La Suède, par exemple, avec sa politique de restriction,
d'un certain nombre d'armements, ça lui a coupé de l'argent, c'est exact.
Mais ce que je dis pour ma part, c'est que nous, alors,
nous sommes devenus les spécialistes de la vente, tous azimuts au régime le plus corrompu

[Transcript] Affaires sensibles / Les armes françaises de l'apartheid

et que ce faisant, nous sommes en train de faire dévier notre politique étrangère et de compromettre les intérêts nationaux.

Durant l'émission à plusieurs reprises, un pays revient dans la conversation à l'Afrique du Sud, dirigée d'une main d'offre par les Africanaires.

La prise du pouvoir par les suprémacistes blanc date des élections de 1948.

Ils remportent le scrutin grâce à la promesse d'une séparation absolue des races.

En 1950, plusieurs lois grabent la part taille dans les textes.

Les mariages mixtes et les relations sexuelles entre blanc et non blanc sont interdits.

La population est enregistrée, fichée, rangée.

Chaque région est divisée avec ses zones réservées et ses zones interdites.

Des millions de personnes noires sont ainsi chassées des bons lieux et envoyées dans des réserves.

À chacun de leurs déplacements, en dehors de cet espace, elles doivent être munies d'un passe intérieur.

La rue également est marquée au fer de la ségrégation, partout.

Sur les vents, dans les bus, les trains, les plages, les restaurants,

fleuris des panneaux sur lesquels on peut lire, réservés aux membres de la classe blanche.

Comment une situation comme celle-là a-t-elle pu perdurer ?

Oh, c'est tout simple et bien connu.

La répression contre toute opposition, comme à Sherbrookeville en mars 60.

Au moins 69 manifestants noirs sont tués lors de cette manifestation.

Sur les photos d'après s'étrangères, on observe des corps cribés de balles, mais aussi la mobilisation des forces aux armées, munis d'armes lourdes et de véhicules de combat.

A plusieurs reprises, face à cette guerre intérieure, la communauté internationale s'alerte.

À l'ONU, une commission sur l'apparteeil décrit.

Plusieurs sanctions sont votées.

En décembre 63, le Conseil de sécurité adopte un texte qui demande, solennellement, à tous les États de mettre fin à la vente et à l'expédition d'équipements et de matériel destiné à la fabrication et à l'entretien d'armes et de munitions en Afrique du Sud.

Remarquez bien, tout est dans le solennellement.

La cessation des ventes d'armes tient donc du bon vouloir des puissances.

La France a voté pour, mais à certaines conditions, dont celle de se donner le droit de vendre des armes dites « défensives ».

La frontière est floue, assez en tout cas pour que le général de Gaulle saute sur l'occasion quand le Royaume-Uni se retire du marché Sud-Afrique.

Est-ce moral ?

Comme le précise Monsieur Thorpe, un célèbre vendeur de canon, business is business, y compris pour les armes.

Il y a toujours la demande pour les armes.

Un homme veut toujours une arme, un arme, une arme.

Il veut la voir.

[Transcript] Affaires sensibles / Les armes françaises de l'apartheid

Il n'y a pas moyen de l'empêcher de la voir du premier type
qui a jeté une pierre contre l'autre.
Ils s'arment.
Ils s'armeront, malgré toutes les belles résolutions de la nation.
Et c'est ainsi qu'en quelques années, la France devient le principal fournisseur d'armes
et de munitions du régime de l'apartheid.
Mirage 3, Missile-Matra, hélicoptère Sud-Alohète, blindé à ML-70-90, juteux.
Mais c'est qu'on trafoutit de la une de nos médias.
Pensez-vous, quand on écoute les reportages réalisés sur les antennes de l'ORTF,
sur l'Afrique du Sud, aucun n'évoque le lien des armes entre nos deux pays.
Les neufs voyages de parlementaires français du cercle d'amitié,
entre octobre 62 et février 69 après Toria,
ne semblent pas non plus être un sujet pour nos journaux.
Les venus du ministre de la Défense et l'Africaine,
Peter Vilem Bota n'intéresse pas non plus.
Pourtant, ce ministre-là est souvent de passage dans notre pays.
Gros crocodile, comme on le surnomme dans les rangs de ses partisans,
est l'un des visages de l'Afrique Blanche.
Il a connu tous les ministères, intérieurs, travaux publics, défenses.
En 68, ils fondent l'Armes-Score,
la société responsable des programmes d'armes morts Sud-Africains.
Bota a deux objectifs, doter son pays de l'armée la plus moderne du continent
et être autosuffisant en matériel.
Dans cette quête, la France a promis de l'aider.
En mars 69, Bota est à Nantes,
afin d'inloguer le premier des trois sous-marins que son pays nous a achetés.
Sur les photos des archives de la Défense,
Pierre Mesmer, ministre français de nos armées, semble satisfait.
En juin de la même année, en pleine élection présidentielle,
Bota est encore là,
et on la perçoit au salon aéronautique Bourget
et à celui de l'armement, à Satorie.
Puis on perce la trace dans les Landes,
près d'un centre d'essai de missiles.
10, 3, 2, 1, 0, 1...
Dans le journal Le Monde,
l'information se limite à quelques lignes.
Quel était donc l'objet de cette visite,
qui l'accompagnait ?
Aucune information ne filtre vraiment.
Pour en savoir plus,
il faut se plonger dans les archives sud-africaines
déclassifiées et rendues publiques par l'ONG OpenSecret.
Parmi elles,

[Transcript] Affaires sensibles / Les armes françaises de l'apartheid

un document de l'entreprise française Thompson S.F. Futurtales,
intitulé Journée of Mr. Bota,
centre d'essai des Landes,
qui en dit long.
Tout est détaillé,
l'hôtel, les numéros de chambre,
la liste des membres de chaque délégation,
ainsi que le domaine viticole,
où ils ont cellé leurs accords,
château au brillon, grand cru.
Le 10 juin,
tout le monde est rentré chez soi.
Cinq jours plus tard,
Georges Pompidou est élu président de la République.
Et aucun changement majeur en matière de Vendarmes
n'est à signaler aucun.
Et pour preuve,
en novembre 69,
André Fanton, secrétaire d'État chargé de la Défense nationale,
invite des journalistes dans les Landes
à découvrir les missiles crottales,
satisfaction et fierté en bandoulière.
La leçon qu'on peut tirer,
c'est qu'elle marque la qualité de l'industrie française,
parce que c'est une affaire qui dépasse beaucoup
le caractère militaire de l'opération et de l'expérience.
C'est en effet un matériel dans lequel l'électronique
d'une part, l'informatique joue un rôle important
et quand on sait la place que joue ces techniques de pointe
dans l'industrie moderne,
on peut s'apercevoir qu'une expérience de ce genre
qui parfaitement réussit est véritablement le signe
que l'industrie française n'est pas aussi malade
que quelquefois on le dit.
Mais ce que le secrétaire d'État ne dit pas, lui,
c'est que ce missile crottale est né de l'union
de la France et l'Afrique du Sud.
Dans un autre document publié par OpenSecret,
on apprend l'historique de cette coopération.
Après te voyant l'appel Cactus,
85% des fonds pour son développement
étaient financés par le régime de l'apartade.
En plus des missiles, c'est bien le savoir
de nos ingénieurs qui étaient livrés.

Et cet accord autour des missiles Cactus crotales
n'est pas un fait isolé.
Non, en 70,
d'asso, cette délicence d'assemblage
des aimants combats Mirage 3 et F1
prend un phénomène avec les automitrailleuses,
jattes avec les canons.
Notre pays n'a pas seulement vendu
des armes en régime de l'apartade,
il lui a permis de concevoir une industrie autonome.
Si en France, la discrétion est demise,
à l'étranger, personne n'est dup.
Le continent africain est la zone la plus sensible,
d'autant que le régime de Pretoria
mène plusieurs opérations militaires
à ses frontières et en menace d'autres,
dont l'Angola.
Durant ces années, l'Afrique australe
est même l'une des zones de tension
de la guerre froide.
Officiellement, ou de façon secrète,
soviétiques, cubains, anglais, américains et français
participent.
Ils conseillent, financent et vendent des armes
à divers mouvements de lutte,
parfois concurrent ailleurs.
Face aux critiques des pays amis et partenaires,
les diplomates français sont alors envoyés
à l'hôpital des chefs d'État aux Fusques.
Mais cela ne ciblit pas toujours.
En 1973,
l'organisation de l'Unité africaine,
l'OUA, pointe une nouvelle fois
les armes françaises et la crise
est si intense que le premier ministre
d'alors, Pierre Mesmer,
sort de la réserve.
Lors d'une conférence de presse,
il rappelle la doctrine française avant la Terre.
Nous acceptons
de céder à l'Afrique du Sud
des armements dont nous considérons
qu'ils ne sont pas
des armements pouvant être utilisés

dans des opérations de maintien de l'ordre.
Par exemple,
des sous-marins,
ou des avions de surveillance maritime
ou des avions d'interception.
Mais qu'en revanche,
il n'était pas question pour nous
de céder
des matériels qui pouvaient être utilisés
à des opérations
de maintien de l'ordre,
quelle que soit leur forme.
J'ajoute que
ce qui me m'étonne un petit peu
dans
les proclamations de l'organisation
d'unité africaine sur ce sujet
c'est qu'on n'entend pas parler
des autres fournisseurs d'armes
de l'Afrique du Sud
qui sont
nombreux et
si je peux dire honorablement connues dans le monde.
Sauf qu'en 73,
la France a la première exportatrice
d'armes en Afrique du Sud.
Et nos liens avec ce pays ont si fort
que Pretoria décide d'ouvrir à Paris
un bureau de sa société responsable
au programme d'armement, l'Armscore.
Après une première adresse
à Rupasano,
ses membres s'installent sur les bords de Seine
au dernier étage de l'ambassade 59 Kedors.
Ici, plus de 200 personnes
dont des ingénieurs,
des attachés militaires, des membres des services secrets
s'activent chaque jour
pour rencontrer, négocier,
convaincre des industriels et les États
d'armés l'Afrique du Sud.
La coopération militaire n'est qu'un pan
de nos relations commerciales avec le régime
de l'apartheid.

[Transcript] Affaires sensibles / Les armes françaises de l'apartheid

De 1960 à 1973,
les exportations françaises
à destination de l'Afrique du Sud
sont passées de 136 millions de francs
à 1 milliard 71 millions.
Au cours de la même période,
les importations en provenance d'Afrique du Sud
ont triplé. Et cela ne comprend
ni l'uranium, ni l'or, ni les armes.
Comme les écrits Pierre Mendès France,
la vente des armes est devenue
l'un des objectifs principaux de notre action
internationale.
Ce n'est pas parce que nous sommes en bon terme
avec tel ou tel pays que nous vivons dans des armes.
C'est à l'inverse, parce que nous
voulons lui en vendre, que nous cherchons
à améliorer nos relations avec lui.
D'où notre attitude, à l'égard de l'Afrique du Sud.
Mais quand ces relations contre-nature,
entre la France auto-proclamée la patrie des lois de l'homme
et le régime raciste de la Partaïde,
sera-t-il rompu ?

...
...
...
...
...

Aujourd'hui, les armes françaises de la Partaïde

...

Le 16 juin 1976,
a sauvé d'eau près du stade d'Orlando
un enfant est mort.
Tu es d'une balle dans le dos.
Son nom, Hector Peterson,
il avait 12 ans.
Ce jour-là, cet écolier manifeste
contre l'imposition de l'Africains à l'école.
Le rassemblement est pacifique,
la foule est compacte, dense et enthousiaste.
Mais la police se fait face,
tirant l'air, puis dans la foule.
Dans les semaines qui suivent,
c'est l'embrassement.

La révolte éteint une ensemble des guéaux du pays.

Face à ces événements et ces événements,

le premier ministre John Forster

donne instruction de maintenir la loi

et l'ordre à n'importe quel prix.

Alors, hélicoptères blindés

et soldats sont déployés,

et la répression est sanglante.

Aujourd'hui encore, le nombre de victimes

n'est qu'une estimation.

500, 600.

Personne ne saura jamais.

Quelques jours après le massacre de Soweto,

Jacques Chirac, alors premier ministre français,

est interrogé sur ces événements.

Et la gêne n'est palpable.

Les armes françaises en Union Sud-Africaine.

Oui.

À quoi faites-vous allusion, exactement ?

Parce que les armes que nous avons vendues

à l'Union Sud-Africaine et en toute hypothèse,

l'Union Sud-Africaine aurait acheté.

Si ça n'avait pas été chez nous

et au bénéfice des travailleurs français,

ce sont des armes qui, en aucun cas,

vous le savez, ne peuvent être utilisées

dans le cadre d'une politique de guérilla quelconque.

Ce sont des armes d'une autre nature

et qui donc ne peuvent pas aider

le gouvernement Sud-Africain

à des opérations intérieures

d'une certainté.

Il n'y a pas des hélicoptères là-dedans ?

Non, il n'y a pas des hélicoptères équipés.

Alors, est-ce que, de ce point de vue,

ce qui se passe actuellement à l'Afrique du Sud,

dans l'Union Sud-Africaine,

ne vous préoccupe pas compte tenu de vos relations

? Nous avons pris à cet égard

depuis longtemps une position extrêmement nette

que nous avons réaffirmé

à maintes reprises et notamment tout récemment

à la suite des derniers événements

de l'Union Sud-Africaine à l'ONU

et qui est une position résolument hostile à ce qui s'est passé et notamment à la politique d'apartheid, quelque chose de ces conséquences. Mais cela ne vous conduit pas à mettre un embargo quelconque sur des livraisons d'armes français ?

Il n'y a pratiquement plus actuellement de livraisons d'armes, c'est terminé. Non, de fait, nous n'avons pas encouragé et nous ne souhaitons pas exporter les armes en Union Sud-Africaine actuellement.

Il est vrai que dans le domaine des armes, la présidence de Valérie Jusquardestin que sert Jacques Chirac en tant que premier ministre à l'époque, marque un refroidissement dans les relations entre la France et le régime de l'apartheid.

Dès 1975, le président français annonce en effet l'arrêt des van Barme continental et aérienne à l'Afrique du Sud.

Bien. Sauf que la plupart de ces armes sont désormais fabriquées sur place, sous licence.

Dans le même temps, les relations économiques entre nos deux pays s'intensifient.

En 1976, Pretoria devient même le premier client de la France pour le secteur des biens d'équipement.

La même année, la France signera un contrat pour la construction d'une première centrale nucléaire implantée à Kōkberga. Orientée détonnant, l'Afrique du Sud possède la 2e plus grande réserve d'Uranium au monde. Elle est donc un allié indispensable pour l'indépendance énergétique de la France. Mais ce nouveau contrat sème le trouble au sein de nos chancelleries.

Si bien, aux Nations unies, le représentant de la France doit s'expliquer et donner des garanties sur le fait que ce contrat n'ouvre pas la voie à une utilisation

militaire.

Quelques mois plus tard,
du Mali, Valérie Giscardestin annonce
pour la première fois un embargo
total.

Toutes les dispositions ont été prises
non seulement pour interdire
toute nouvelle commande
de matériel terrestre ou aérien
à destination de l'Afrique du Sud,
mais également
pour s'assurer qu'aucune livraison
de ces matériels
ne puisse avoir lieu.

Trois mois plus tard,
la France vote la résolution
418 du 4 novembre 1977
par laquelle
le Conseil de sécurité de l'ONU
impose un embargo sur toutes les vente d'armes
à l'Afrique du Sud.

Le massacre de Soweto,
l'arrivée de Jimmy Carter à la Maison Blanche,
l'ouverture d'autres marchés
font rentrer le marché en France et dans le rang.
Voilà.

L'histoire aurait pu s'arrêter là, mais ce n'est pas le cas.

En 2017,

En Yvonne Vuren, de l'ONG Open Secret,
publie un livre
intitulé Apartheid, Guns & Money,
résultat d'une longue
recherche basée sur l'étude de plus de
40 000 documents déclassifiés.

Sur RFI,

le chercheur Sud-Africain revient
sur ses découvertes.

Nous avons trouvé
un nombre phénoménal
de documents dont différents fonds
archives faisant état de relation
soutenu entre, d'une part,
le gouvernement français,
des entreprises françaises,

des industriels, de l'armement,
les services secrets français et d'autre part,
Arms Score,
la société responsable des programmes
d'armement sud-africain.
Pendant une quinzaine d'années, ils achèteront
et vendront les armes en France.
Ce que démontre Vuren dans son livre,
c'est qu'à partir de 1977,
la vente des armes vers l'Afrique du Sud
devient clandestine.
Elle est désormais
à la charge des services.
Des émetteurs et des maîtres sénères français,
mais aussi étrangers, et Paris,
devient le hub international du commerce des armes.
Malgré l'embargo,
l'Arms Score, l'agence d'armes de l'apartheid,
garde ses bureaux
au sein de l'ambassade sud-africaine à Paris.
Seuls les effectifs sont diminués.
Discrétion oblige.
Mais la mission reste la même.
Trouvez un chemin
discret pour les armes et les pièces détachées.
Autre preuve, cette fois avec
les confidences de Paul Osareis.
Son nom est devenu célèbre au début des années 2000,
quand lui, l'ancien parachutiste
général de l'armée française
a reconnu l'utilisation de la torture
pendant la guerre d'Algérie.
Ce que non, c'est moi.
C'est sa vie d'après.
Dès 1962, le tortionneur devient professeur
aux États-Unis, où il enseigne
à d'autres militaires la doctrine française
polluée contre les guerres insurrectionnelles.
La torture également est
un savoir-faire que la France a exporté.
Au Sarès,
passent un temps à l'état-major de l'autre temps,
puis déposent ses valises à Brésilien,
où ils forment les officiers brésiliens donc,

mais aussi chiliens, argentins,
vénézuéliens,
des pays où l'armée prendra le pouvoir.
Et puis, quand il est de passage en France,
il n'est jamais loin du SDEC.
Il était l'un des fondateurs du 11ème choc,
le bras-armée d'émission spéciale
de ce service secret.
La retraite le poussant dehors de l'armée.
L'homme est alors accueilli chez Thompson
Brant Armement, qui lui propose un poste
à la direction commerciale.
Dans un livre entretien
avec le journaliste Jean-Charles Denieux
intitulé « Je n'ai pas tout dit ».
L'ancien général revient sur ses années
de bartendarmes.
Chez Thompson, vous avez travaillé sur l'Amérique latine.
Votre secteur de prédilection ?
Au début, pas du tout.
Sur l'Afrique du Sud.
Pourtant, il y avait un embargo de la France et le Nus
envers l'Afrique du Sud.
Donc, la France violait l'embargo.
Donc, la France violait l'embargo.
Qu'est-ce que vous leur vendiez ?
Nous vendions en toutes sortes d'armes.
Vous aviez des contacts avec les services secrets
Sud-Africains, le fameux BOSS ?
Bien sûr que j'avais des contacts.
Au Saint-Luzdec, nous pouvons également citer
le nom de J.B. Bourgeau,
l'une des fausses identités du fameux
et sulfure Bob Denard.
Si certains nostalgiques du temps m'écologient
voient en lui un glorieux aventurier,
l'histoire retient avant tout le parcours
d'un mercenaire assassin.
Le honorable correspondant des services,
l'homme des réseaux focards,
il fut l'un des chiens sans collier de la France Afrique.
En 1978,
lors de la prise des Comores,
Denard et ses hommes, pour le compte d'Armenade

de la France laissent faire,
comme nous l'avons déjà raconté
dans une précédente émission d'affaires sensibles.
Bob Denard devient en tout cas un ministre
officiel des comores et joue les intermédiaires
avec la France et l'Afrique du Sud.
En étant l'un des soldats irréguliers
des conflits des années 60,
notamment Biafra ou Congo,
en Angola ou Yemen,
Denard a tissé des contacts avec le régime de Pretoria
qu'il réactive dès son arrivée au comort.
Comme nous l'a raconté
l'historien Walter Brie et Rostels,
spécialiste du mercenariat français
et de ce lien avec l'Empire des Armes.
Ils vont mettre en place
entre Pretoria,
les comores et Paris
un système diplomatique
de contournement de l'embargo
et de façon très pratique.
Quand un sud-africain,
que ce soit un militaire ou un diplomate
et qu'il a besoin d'aller
en Asie orientale,
au Moyen-Orient ou ailleurs,
il va venir au comort,
on va lui donner un passeport
diplomatique comorien.
Du point de vue de la scène internationale,
il est libre de circulation,
il apparaît comme un comorien
et il va pouvoir aller traiter des affaires
pour le régime de l'apartheid
et notamment
sur quoi pèse l'embargo,
c'est-à-dire les questions d'armes
ou les questions de pétrole
mais qui est aussi utile évidemment
pour faire avancer des véhicules de défense
ou des avions.
La route des comores est fermée
en 1989 après l'assassinat

d'Armin Abdallah pour lequel
Bob Delar sera poursuivi.
Dans sa fuite, le mercenariat français
trouve refuge en Afrique de Sud.
Avant son départ,
les services secret français font le ménage
de l'assassinat.
Dans la ligne de mire des marchands d'armes
comme des agents secrets français sud-africains
il y a un dernier nom à citer
Dulci septembre.
Le 29 mars 1988,
cette représentante en France
de l'ANC,
l'organisation anti-apartheid du prison
Nelson Mandela est assassinée
rue des petites écuries en plein coeur de Paris.
Un crime politique
qui bouleverse l'opinion française
mais dont la justice n'a su identifier
l'assassin.
En 2017,
de nouveaux éléments sont découverts
en Afrique du Sud, comme le raconté
Niveau de Virene d'Open Secrets
au micro de Michel Pomaret
pour France Culture.
Je développe dans le livre
l'idée que Dulci septembre
n'incarner pas seulement une menace
pour le régime de l'apartheid
mais aussi pour un système
de relations secrètes
mis en place entre plusieurs pays
en France et l'Afrique du Sud.
Nous pensons qu'au moment de sa mort
elle enquêtait sur les ventes d'armes illicites.
Ce que nous mettons à jour
c'est l'extraordinaire connivence
entre le service secret
sud-africain et son homologue français
ancêtre de l'actuel DGSE.
Des réunions clandestines ont eu lieu.
Des accords ont été noés

entre services et c'est
une grande proximité entre services
et leurs actions conjointes
qui ont été sur le point d'être mis à jour
en 1988 par Dulci septembre.
Une raison suffisante
à nos yeux pour que,
dans les deux camps, la décision
était prise de la supprimer.
L'arme qui toit de 5 balles
Dulci septembre
était un petit calibre muni d'un silencieux.
était-il de marque française ?
Ce sont l'assassin.
Avez-ils ses entrées à l'amour-score
comme aux secrets défenses ?
Les armes françaises de l'apartaine
notre invité aujourd'hui, Philippe Chaplot.
Bonjour.
Bonjour.
Vous êtes journaliste à WF
spécialiste des questions de défense
et de la politique étrangère.
Vous êtes l'auteur d'un blog de référence
intitulé Lignes de défense
et vous étiez correspondant de l'AFP
en Afrique du Sud de 1983
c'est bien ça ?
Avant de revenir sur le cas précis de l'apartaine
pouvez-vous nous dire comment réguler
le marché des armes en France,
les acteurs publics, privés
et comment ça fonctionne ?
Dans les grands entrées bien sûr.
C'est la question piège à entrer tout à fait.
Il y a un règlement, il y a des règlements
qu'on connaît, qui sont établies,
qui sont précis et puis il y a ce qu'on pratique
à côté.
Les chiffres qu'on ne veut pas donner.
Les clients dont on ne veut pas citer les noms.
Donc effectivement on est
très content lorsque chaque année
sortent les palmarès

et qu'on peut faire des grands cocoricots
en disant on a vanté plus d'armes
que l'année passée.
Mais si on veut chercher
à savoir exactement
finement où vont ces armes,
qui les payent, on retrompe
assez rapidement sur des
interrogations, sur des
choses un peu obscures.
Si un client décide
de ne pas donner son nom,
ou d'un homme en français, de ne pas donner son identité,
le gouvernement français ne le donnera pas.
On a des monstros d'armes
qui parlent de la destination qu'on soupçonne,
mais pour lesquels on n'a pas de certitude.
Qui soupçonne-t-on par exemple, comme client potentiel,
là aujourd'hui ?
Certains pays du proche et moyen-orient en particulier.
Alors effectivement, on arrive toujours
à savoir qui sont les utilisateurs,
parce que ce sont des armes qui ne sont
quand même pas camouflables.
Elles apparaissent toujours à un moment
ou à un autre sur le champ de bataille.
Donc on sait par exemple qu'un centre
de blindés, un certain nombre de véhicules spécialisés,
ont été achetés par l'Arabie Saoudite,
mais qui officiellement n'a jamais acquis ces armements.
Et c'était un peu la même chose
pour l'Afrique du Sud en son temps.
Sauf que les Sud-Africains,
lorsqu'ils mettaient la main sur ces équipements,
n'en faisaient absolument aucun secret.
Ces armements étaient visibles sur les champs de bataille.
Ils étaient visibles aux frontières sud-africaines
qu'il fallait protéger.
Ils étaient visibles en Namibie,
dans le sud de Langola,
et puis dans un certain nombre de zones chaudes
dans les temps de ship sud-africain.
Donc pour les Sud-Africains,
c'était pas un secret.

Et comme la société sud-africaine des années 70-80
était une société militarisée à l'extrême,
même à fois, ça rentrait dans le paysage.
Et ça faisait tout à fait partie du paysage.
Alors au-delà du côté immoral,
il y a un côté absurde,
c'est sous nous de la guerre des Malouines
et des exocètes.
C'est fou d'avoir des armes vendues
à un pays qui n'est pas notre allié naturel
parce qu'il est en guerre contre celui
qui est notre allié naturel entre vendu le Royaume-Uni.
On arrive à une situation absurde.
- Effectivement, nos exocètes français ont touché
un certain nombre de navires sud-africains.
- Britannique, par les Argentins.
- Mais, mais, l'aéronavale française
a simulé des attaques contre la flotte britannique
qui était les ports britanniques
et se dirigeait à le sud de l'Atlantique.
On a joué sur tous les tableaux.
- Bien sûr.
Alors, vous avez entendu,
comme les auditeurs,
l'argumentation de nos officiels.
Jacques Chirac dit oui,
qu'ils n'avaient pas les africains,
les sud-africains n'avaient pas acheté des armes en France,
ils les auraient achetées aux États-Unis,
donc il y a un aveu de marché d'emblée.
Et puis, c'est Mesmer qui dit,
mais vous savez, il n'y a pas que la France
à un autre pays, il fournissent, voilà.
Il n'y a pas que nous, quoi, en gros.
- Effectivement, on peut reconnaître ça, Pierre Mesmer.
Il n'y avait pas que la France, les Britanniques.
- Oui, comme argumentation.
- L'on fait en leur temps, les Israéliens
l'ont fait aussi assez massivement,
les Allemands, bien sûr,
qui ont participé d'Asie,
ont fourni de la technologie au sud-africain
à partir des années 77-78.
Donc, la France était certainement

le principal fournisseur
d'armes sud-africaines
pendant une bonne partie de la période de la Partaide,
mais elle n'était pas toute seule.
Et puis, comme vous l'avez bien dit,
la production locale s'est diversifiée,
a augmenté, et on a vu apparaître
de l'armement local,
en particulier, je pense,
aux fameux blindés spécialisés
protégés contre les mines et les fameux MRAP
que les Américains
ont repris à leur compte
au moment de la guerre en Irak et en Afghanistan
et qu'on a vu,
sur tous les champs de bataille et même maintenant en Ukraine.
Mais c'était une trouvaille sud-africaine.
- En plus, il y avait des transferts
de technologie.
C'est un deuxième étage de la fusée.
- Il y avait des transferts de technologie, tout à fait.
Et puis, il y avait aussi du S.A.V.
du service à Prévent.
Comment les mirages sud-africains ont-ils pu continuer
parce que certains ex-pilote français
ont monté des petites sociétés de conseils
en Afrique du Sud après 77.
Alors, ils étaient très discrets,
très discrets. Mais n'empêche qu'ils étaient là
pour permettre à Ramscor et puis à l'armée de l'air sud-africaine
de continuer à faire voler les mirages
et puis les produits tirés
justement de ces mirages
ou de ces fières israïlles.
- Alors, et l'autre question qui est grave
et lourde, c'est de se dire, bon,
on vend des armes à un pays pour qu'il puisse
défendre, pas pour qu'il tire
sur sa propre population, sauf qu'une fois que
le pays a les armes, il fait ce qu'il veut. - Tout à fait.
Ce qu'il faut quand même pas oublier, vous l'avez bien rappelé,
c'est que l'Afrique du Sud faisait face
à des menaces,
à des menaces extérieures.

Il faut se rappeler dans ces années-là,
1975-1978,
c'est que l'Afrique du Sud était
pratiquement encerclée par un centre de pays
où des régimes artistes avaient été installées.
1975, c'est la chute de l'Angola,
c'est la chute du Mozambique.
On avait
une babouée, un régime
plutôt marxiste, carrément avec
des liens avec la Corée du Nord
à cette époque-là. - Et la Namibie était comment ?
- Et la Namibie était occupée par les Sud-Africains
officiellement, puisqu'il y avait un mandat de l'ONU
depuis 1919.

Mais
la Namibie aurait déjà dû devenir indépendante
depuis 50 ans. Donc les Sud-Africains
occupaient, illégalement on peut le dire,
la Namibie.
Pour eux, c'était un glacier intéressant,
c'est que ça protégeait le territoire sud-africain
provenant d'Angola,
où se développaient
l'armée anglaise
pro marxiste
qui était soutenue par les Cubains,
et qui soutenaient en Namibie un mouvement marxiste
de rebellions.

Donc pour les Sud-Africains, on avait un glacier intéressant
d'où les combats assez intenses
des années 70-80
dans le nord de la Namibie
et bien sûr en Angola.

- Alors je reviens au commerce
des arbres, on n'a pas quitté
la France des autorisations d'exportation
d'armes de guerre. Peut-on dire qu'il y a
en France un arme score
d'agence armement ?
- Je pense que la DGA
fait son travail et que les équipementiers
aussi font leur travail. - C'est la DGA quand même, d'accord.
- Et puis on a

aussi un syndrome de commission,
de comité qui surveille tout ça.
Bon après,
les Sud-Africains
n'ont rien inventé, ils ont adapté
à leurs pays, à leurs besoins
des systèmes, des structures qui existaient
en Europe et aux États-Unis.
- Alors l'armes score justement a été fondé quand
Pétor Bottas était à la défense.
Parlons un peu de Bottas, un homme qui avait
ses habitudes en France.
- Effectivement, et il a été très présent
puisque vos archives
démontrent bien, mais
une fois qu'il a pris le pouvoir et qu'il est devenu président
de la République, son successeur, le général
Malan, a eu exactement
la même, comment dire, les mêmes habitudes.
Alors ce qui était intéressant de la part
c'est qu'il était
le descendant d'un réfugié
protestant ugnaud
arrivé en Afrique du Sud en 1688
ou 1689,
dont il avait gardé le nom, Malan.
Et ce qui était très amusant, c'est que ce général
qui était ministre de la Défense signait
Magnus Malan, son prénom et son nom,
Dom Herindole,
du nom du village,
petit village du luberon, d'où était
original son ayol. Donc il y avait
cette espèce de connexion avec la France
qui n'était jamais
de rappeler les Sud-Africains.
Il y avait un atavis très profondément
pro-français.
Dans les années 80 justement, même
dans les années 70 et 80,
comment peut-on qualifier l'armée Sud-Africaine ?
Est-ce que c'est la plus moderne, la plus puissante
de continent africain ?
Je crois qu'on peut le dire, parce que c'était

une armée bien équipée,
avec des équipements
qui avaient, comme on dit maintenant,
combattent tout le monde, c'est-à-dire que
ils étaient testés, mais qu'ils avaient vu le feu
et qu'ils avaient fait leurs preuves.
Et puis on avait une société
militaire, une société militarisée
qui était prête
à aboutir à tous les sacrifices.
Donc blanc mais aussi noir
participait à la défense du pays.
Il y avait des régiments, des bataillons
en l'occurrence, ethniques
encadrées par des officiers blancs
mais aussi des sous-officiers noirs
qui combattaient en ami-bi par exemple.
Mais globalement, on avait une société
hyper militarisée, ce qui fait que
Magnus Malin et le départ
et le ministère de la Défense faisaient
l'appui, le beau temps.
La diplomatie sud-africaine existait pratiquement.
Philippe Chaplou, à partir de 1977,
l'une des routes clandestines
pour vendre des armes
malgré l'embargo, et celle qui passe par les comores.
Je vous propose d'écouter
de nouveau, parce qu'on l'a entendu
une fois dans le récit, l'historien
Walter Brie-Rostell, qui a accordé
un entretien téléphonique pour cette émission
il revient sur le départ de Bob Denard
en 89 et le rôle des services secrets.
A l'issue de la mort
d'armée d'Abdallah, donc on est à la toute fin de l'année
89, Denard s'embarque
pour Pretoria
La gare présidentielle est reprise en main
par l'armée française
et par les services secrets
qui prennent le soin avant
que Denard embarque ces cantines militaires
pour Pretoria

de détruire un certain nombre de documents
qui potentiellement
n'étaient en évidence
des relations qui existaient
de façon clandestine
entre Paris et Pretoria
justement via les comores.
D'accord ou pas d'accord, Fichiaplou ?
Pas tout à fait d'accord.
C'est ce que je sentais.
Pour avoir
eu accès le premier à ces
37 mâles qui étaient dans le garage de Bob Denard
à Pretoria, je peux vous assurer
qu'elle n'avait pas été expurgée.
Et qu'est-ce que vous avez découvert
qui était plus marquant, finalement ?
Comme l'a dit Walter précédemment
il y a eu l'histoire des fameux passeports
et effectivement il y avait
dans les mâles de Bob Denard
quelques piles de passeports
comme rien
où on voyait des visages et des noms
qui n'étaient absolument pas comme rien
mais bien sud-africains
d'ailleurs pu identifier un membre
des services spéciaux sud-africains
et ça c'était quand même la preuve
que ces gens-là pouvaient partir un peu partout dans le monde
alors qu'ils étaient, alors que le pays était sous sanction
il n'y avait pas simplement l'embarquet
sur les armes, il y avait un état de sanction
et bien ils ont réussi quand même à aller un peu partout
et ils sont même allés jusqu'en Chine.
D'ailleurs, d'ailleurs
l'embargo et les auditeurs
doivent s'interroger sur
ces embargos sur les armes
à quel point ces embargos
ont souvent été violés, les ranguettes et compagnie
est-ce que ça tient
la route un embargo sur les armes ?
Il y aura toujours des brokers, il y aura toujours des négociants

qui vont réussir à vendre de l'armement
et je me souviens d'avoir rencontré
en Afrique du Sud
fin des années 80
deux négociants, un français et un israélien
qui gentiment
m'avaient montré leur
entre guillemets catalogue
donc il y avait des intermédiaires
Alors oui, effectivement
c'est aussi un commerce
dans lequel il y a des intermédiaires
et c'est souvent très important qu'il touche
de très grosses commissions
pour faire capoter des affaires
et il y a eu des affaires terribles
même morts normes
dans ces affaires-là
des intermédiaires
on est dans un commerce très spécial
Mais il faut bien se rappeler que pour les Sud-Africains
c'était une question du eau de mort
l'accès à l'armement, l'accès à la technologie
pour eux c'était crucial
même si armes corphes étaient merveilles
entre guillemets
il leur manquait des choses
la mise au point des moteurs diesel
a été réalisée grâce à des ingénieurs allemands
ils avaient beau être ingénieux
ils avaient beau être des brouillards
il y avait quand même des limites
d'où la poursuite
des accords, ou en tout cas des coopérations
et puis l'intrusion assez systématique
de marchands d'armes
Alors la partaille est tombée
Nelson demande de la étarier
puis l'histoire s'est mise en marche
en Afrique du Sud, qu'est-ce que ça a changé ?
Il y a une chose qu'il faut
à mon avis, dont il faut se rappeler
c'est que
la chute de la partaide

c'est presque avant tout
la chute du mur
la chute du mur de Berlin
a coïncidé avec
l'assouplissement de la position
du régime sud-africain
le retour des diplomates
sur le devant de la scène
au détriment des militaires
et puis
une attitude beaucoup plus conciliante
on a vu les sud-africains
qui ont commencé à parler entre eux
bien avant que Mandela soit sortie
à partir de Declère que d'ailleurs
à partir de même avant de Declère
déjà on avait quelques réunions très discrètes
qui avaient lieu à Prazaville
où on retrouvait des gens
en particulier de l'ANC en exil
Tabo Mbeki, le futur président
président de l'ANC
il était plus difficile pour les opposants
sud-africains
encore sur le territoire sud-africain de sortir
mais pour les gens qui étaient en Europe
il y avait déjà des discussions avec des africains
avec des officiels africains
et les gens de l'ANC
parce que le raisonnement de ce qui était
au pouvoir d'Afrique du Sud
c'était de se dire bon avec
ces embargos sur les armes
on est au banc des nations
embargos économiques on va pas s'en sortir
il y avait cette idée là ?
il y avait en tout cas cette conviction qu'à un moment ou un autre
le pays allait devoir baisser les bras
les sanctions, globalement
les sanctions économiques
il y avait énormément
on le sentait
donc le régime blanc avec un moment ou un autre
il allait devoir lâcher du lest

la chute du mur a précipité tout ça
pour les européens, pour les américains
la chute du mur a fait que
la menace que brandissaient les sud-africains
depuis 30 ans
c'est-à-dire la menace
d'une main-mise soviétique sur l'Afrique australe
ça tombait
et comme ça tombait
c'est très bien
alors nous avons commencé cette émission
par une archive des dossiers de l'écran
vous souvenez qui évoquait l'impossibilité
ou presque d'imaginer un débat
sur cette question des Vendarmes
on était dans 79
alors reste toujours le cas
écoutez sur ce point les précisions de Walter Breyer
ou c'est-à-dire sur les difficultés
pour l'historien de travailler sur cette question
alors les ducs de la construction de Vendarmes
elles sont très importantes
c'est d'abord
un problème d'archive
les archives
la loi générale sur les archives
c'est une ouverture à 50 ans
mais
les archives les plus sensibles
sont couvertes sur des périodes plus longues
et tout ce qui
touche de près ou de loin aux questions d'armement
est considéré évidemment dans les archives de la défense
mais c'est aussi vrai pour les archives diplomatiques
comme des archives sensibles
et donc forcément ce sont des archives
auxquels il est plus difficile
plus exactement d'accéder
et après
si on se tourne vers des archives privées
ou vers des acteurs c'est un petit peu la même problématique
c'est-à-dire que le sujet est en très sensible
les gens
ne sont pas forcément

faciles à faire parler
sur des sujets comme celui-là
j'imagine que vous partagez tout cela
Philippe Chapiro ? tout à fait
et je me dis que nous journalistes c'est aussi notre travail
justement d'aller sur les champs de bataille
d'aller dans les pays qu'on suspecte
d'acheter des armes
parce qu'à un moment ou un autre
elles vont sortir des camps militaires
et vont sortir des entrepôts
et elles vont rentrer en action malheureusement
qu'est-ce que vous retenir de votre vie
votre tranche de vie en Afrique du Sud
vous étiez correspondant
de 83 à 92
ça fait 9 ans
qu'est-ce que vous en retenir quels souvenirs
et qu'est-ce qu'on peut
le conclusion peut tirer de ce pays
dans cette période-là parce que vous avez connu la bascule
effectivement
et ce qui était dommage dans ces années-là
c'est que finalement
ce qui intéressait les rédactions
françaises, européennes, américaines
c'est avant tout ces questions de
conflictualité, ces questions de répression
alors que l'Afrique du Sud était déjà un pays
un pays merveilleux
où il y avait du tourisme potentiel
il y avait une vie sociale, une vie culturelle
intense
et on est passé à côté de tout ça
à cause de la partaille ?
cela dit légitimement
parce que c'était quand même extrêmement choquant
à la phase du monde peut-être mais je me dis
qu'on n'a pas rendu service
peut-être au sud africain
plan noir peu importe
on ne parlant pas aussi
de ce qui faisait la richesse de leur pays
de ses pôles d'excellence

[Transcript] Affaires sensibles / Les armes françaises de l'apartheid

lequel parut qu'on va finir là-dessus
il reste quelques secondes
effectivement on a quelques noms
de grands musiciens
mais on a aussi oublié
qu'il y a une histoire très très riche
bien sûr
et pire Johnny Clegg aussi
la liste est très longue
merci infiniment
Philippe Chaplot pour ces éclairages
et nous avoir transmis un peu de votre expérience
sud africaine merci au revoir
merci
Sous-titres par la communauté d'Amara.org